

l'Humanité Rouge

Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

BARRE PROMET LA LUNE

C'est avec une mise en scène énorme que Barre a énuméré la trentaine de promesses que le gouvernement a défini à Rambouillet ce week-end.

Dans son discours de Blois, Barre a redéfini l'austérité. Il a beaucoup promis aux patrons : beaucoup de facilités leur seront accordées sous prétexte de lutte pour l'emploi.

Quant aux travailleurs, rarement ils avaient subi une telle avalanche de promesses. Aucune couche de la population n'a été oubliée. Mais outre que certaines promesses sont à double tranchant, les travailleurs savent bien ce que sont les promesses de Barre-Giscard.

MARCHAIS, LUI, VEUT 25% !

Rarement l'hystérie verbale avait atteint de tels sommets entre les leaders de ces deux partis qui, hier encore, nous proposaient

ensemble un gouvernement commun. A tel point que cela devient de plus en plus révoltant.

On a tout d'abord eu droit au discours de Marchais, à la conférence nationale du PCF, puis à une conférence de presse du même Marchais, puis à un discours de Mitterrand à la radio et à une « engeulade » (c'est le seul mot à employer) entre Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, et Mitterrand.

Aujourd'hui, avec cynisme, on ne parle même plus de nationalisations ni de niveau de vie des travailleurs, encore moins de projets de société différents. Aujourd'hui, les rivalités électorales s'affrontent à nu : Marchais veut 25 % des voix pour combler son retard sur le PS, fier, quant à lui, d'avoir dépassé ces fameux 25 %.

VOIR NOTRE ARTICLE
PAGE 3
ET L'EDITORIAL



Editorial

Gauche-droite

Marchais vient une fois de plus de lancer ses attaques contre le PS et Mitterrand. Un fait s'est confirmé ce week-end. Les dirigeants du PCF n'hésitent pas pour cela à rappeler (à leur mode) un certain nombre de vérités marxistes-léninistes.

C'est ainsi que Marchais rappelle que le PS est un parti social-démocrate et que toujours les dirigeants sociaux-démocrates ont trahi la classe ouvrière. Déjà en 1975, au cours d'une autre polémique avec le PS, Marchais avait rappelé qu'au Congrès de Tours en 1920, les sociaux-démocrates (avec Blum) avaient fait scission, s'engageant tout à fait dans la voie de la trahison.

Puis vient, dans le même discours de Marchais, le moment de faire les propositions politiques. Alors là, le langage change. On nous dit : « Le PS a viré à droite, ramenons-le à gauche ». Les notions gauche-droite font référence, dans ce cas, au Parlement bourgeois, où la majorité est assise à droite et l'opposition à gauche.

Il n'est plus question, à ce moment-là, de belles paroles marxistes-léninistes sur la nature du PS, sur les œuvres de Marx et de Lénine, sur le congrès de Tours. C'était des mots. On ferme les yeux sur tout cela, on met le PS à gauche, mais attiré par la droite, bref, dans le camp des travailleurs, mais un peu infidèle...

Nous marxistes-léninistes, nous refusons cette qualification des partis de gauche et de droite. Pour nous la question se pose en termes de parti bourgeois ou parti prolétarien.

Le parti social-démocrate est un parti bourgeois depuis sa trahison au congrès de Tours en 1920. Quant au PCF, ses dirigeants peuvent encore employer, de temps en temps et de façon déformée, quelques concepts marxistes-léninistes. Cela ne peut toutefois pas nous faire oublier que, sous la baguette de Thorez, dans les années 60, le PCF a choisi le passage pacifique contre la révolution prolétarienne et que, sous la baguette de Marchais en 1976, il a renié la dictature du prolétariat.

Rejeter la dictature du prolétariat, c'est ce qu'avaient fait précisément les sociaux-démocrates au congrès de Tours. Depuis maintenant une vingtaine d'années, le PCF est devenu, lui aussi, un parti bourgeois.

Quand nous disons cela, nous ne nous en prenons pas aux militants de base du PCF, mais à leurs dirigeants. Aux camarades de la base, nous disons : regardez bien et vous verrez, la gauche comme la droite, c'est toujours la bourgeoisie ! Les concepts de gauche et de droite ne servent qu'à tromper les travailleurs.

A L'OCCASION DU 10^e
ANNIVERSAIRE DU PARTI
COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE
DE FRANCE

MEETING

Organisé par l'Humanité rouge
LE 27 JANVIER A 20h30
A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978. Présentation des candidats marxistes léninistes de la région parisienne.

SOUSCRIPTION

LES 60 MILLIONS SONT ATTEINTS !

Vendredi matin 6 janvier, le total de la souscription se montait à 604377,93F (tout n'est pas encore enregistré). Ceci sanctionne donc un succès total de la campagne : C'est vous tous, amis, lecteurs et camarades par milliers qui y avez contribué.

Cela montre aussi que nous avons eu raison de maintenir la décision politique de lancer le quotidien de huit pages pour le 16 janvier, arme indispensable pour la bataille politique de 1978.

N'oublions pas que le développement de la diffusion, surtout les abonnements, outre l'aspect essentiel qui est de faire connaître notre ligne politique, contribue sérieusement à l'équilibre financier de notre presse.

C'est sur ce point, les abonnements que nous devons maintenant faire porter l'essentiel de nos efforts.

D'autre part, maintenant la souscription est permanente et le restera sauf si une situation particulière nécessitait une nouvelle campagne intense et dans un court laps de temps.

SOUTENEZ VOTRE JOURNAL !
ABONNEZ VOUS ! ABONNEZ VOS AMIS !

• USA

Pessimisme à Wall street

La Bourse américaine a connu la pire séance depuis deux ans. L'indice des valeurs industrielles a, en effet, perdu 25 points au cours de la semaine passant pour la première fois depuis 1975, en dessous de la « barre psychologique » des 800 points. Manifestement, l'intervention massive de la réserve fédérale sur les marchés financiers pour soutenir le dollar tombé à des niveaux extrêmement bas mardi, n'a pas suffi à enrayer le pessimisme des places financières américaines. La banque fédérale de réserve qui a décidé la hausse du taux d'escompte à mis ces mesures sur le dos des « désordres qui ont affecté les marchés financiers mettant en danger l'expansion économique nationale et internationale ». Mais de ces « désordres » financiers, les monopoles américains qui exportent leur crise économique dans le monde entier par l'intermédiaire du dollar sont les principaux responsables.

• Chine

Hommage à Chou En -Laï

Durant tout le week-end dernier, la population de toute la Chine a rendu hommage à la mémoire de Chou En-laï, disparu le 8 janvier 1976.

A Pékin, le centre de la place Tien An-men a été envahi, dans la matinée de dimanche, par des milliers de civils et militaires venus lire les innombrables poèmes dédiés à celui que le peuple chinois appelle « le bien aimé premier ministre Chou En-laï », placardé sur les parois de la stèle « aux héros du peuple ».

Des groupes multiples déposent des gerbes, corbeilles et couronnes de fleurs en papier blanc au pied de la stèle.

Une locomotive portera désormais le nom de l'ancien premier ministre, à la tête du train Pékin-Nankin qui a été acclamé à chaque station par la foule d'ouvriers et de paysans, réunis au son des gongs et des tambours.



Télévision

A propos de la Chine

Le point de vue de classe

Antenne 2. Vendredi dernier. Apostrophes : « Vivre en Chine » six invités : Etienne Manac'h, Alain Bouc et Michèle Loi, qui ont connu la Chine, l'ont étudiée et ont su l'apprécier, mais aussi Claudie et Jacques Broyelle et le docteur Valensin.

Nous pourrions passer assez vite sur le cas de ce « docteur en sexologie » qui tient ses informations, dit-il de Hong Kong, haut lieu de la CIA américaine, et dont le discours fut ultra-réactionnaire jusqu'à la stupidité. Selon ce « spécialiste » le problème des Chinois est d'avoir un sexe plus petit que celui des Occidentaux...

Le cas des Broyelle est plus intéressant. Ils ont ressorti toutes leurs attaques anti-chinoises. Tous les cas qu'ils citent concernent la période où la bande des Quatre était encore au pouvoir en Chine. Les camarades chinois expliquent très bien aujourd'hui comment ces quatre individus ont employé contre le peuple chinois, dans la vie de tous les jours, des méthodes fascisantes. Les exemples des Broyelles pouvaient illustrer cela.

Ainsi ils ont parlé des tortures physiques et morales organisées par les hommes de main des Quatre.

Des crimes ont bien été commis. Aujourd'hui en Chine une enquête officielle est ouverte sur ces crimes unanimement condamnés par le peuple et le Comité central du Parti communiste chinois dirigé par Houa-Kuo-feng.

Les Broyelle ont relevé aussi que le peuple chinois n'aimait pas et contestait les opéras de Kiang sing qui avait aussi imposé que l'on ne joue que huit opéras, ceux qui lui plaisaient, à elle, et aucun autre.

C'est un fait véridique : la bande des Quatre (dont Kiang sing) non seulement imposait une seule école artistique, mais encore le contenu de ces spectacles étaient mauvais.

Aujourd'hui, selon les principes du président Mao, il y a à nouveau « Cent écoles qui rivalisent ». Voilà entre autre ce qu'a apporté au peuple chinois l'écrasement de la bande des Quatre. Voilà ce que devraient reconnaître les Broyelle, s'ils étaient honnêtes.

Mais pour eux deux, cela n'aboutit pas à une condamnation de la bande des Quatre, ni à saluer la victoire que vient de remporter la Chine socialiste en renversant du pouvoir ces quatre individus qui n'ont rien à voir avec le socialisme.

Tout dépend du point de vue de classe que l'on choisit. Les amis de la Chine, ceux qui regardent les choses d'un œil objectif tout simplement, se réjouissent avec tout le peuple chinois du fait que la bande des Quatre est aujourd'hui renversée. Pour les Broyelle, ce qu'ont fait les Quatre est un prétexte pour attaquer le socialisme lui-même. Ils en arrivent à comparer la Chine socialiste et le Chili fasciste, comme les pires réactionnaires bourgeois.

Etienne Manac'h, Alain Bouc, et Michèle Loi ont contribué chacun à leur manière à remettre les choses à leur place. Tous les amis de la Chine, et ils sont nombreux dans notre pays, les en remercier.

Justice

L'épouse de l'un des avocats du groupe Baader a été sommée par le gouvernement de quitter samedi 7 la France. En vacances depuis Noël dans sa maison de Saint-Jean-de-Buèges, dans l'Hérault, en compagnie de ses enfants, elle s'est vue notifier, le 28 décembre dernier, une interdiction de séjour et a dû quitter le territoire français samedi. La raison de cette notification est que sa présence troublait l'ordre public.

Le gouvernement continue à réprimer, en collaboration avec la politique de répression accrue qui sévit actuellement en Allemagne de l'Ouest.

Pollution

Le tribunal de commerce de Nancy a condamné les aciéries de Pompey, installées à quinze kilomètres au nord de Nancy, à 2 500 F d'amende pour avoir pollué la Moselle.

Les 12 et 13 juillet derniers, en effet, la société nouvelle des aciéries de Pompey, en procédant à l'arrêt et au nettoyage d'un haut-fourneau, avait déversé les eaux résiduelles dans la Moselle entre Pompey et Ars-sur-Moselle. Ce déversement provoqua la mort de trente tonnes de poisson. L'analyse des eaux effectuée à la suite de ce déversement révéla la présence d'un taux important de cyanure de potassium.

La condamnation à une amende de 2 500 F est un véritable scandale, si l'on considère la quantité de poisson détruite et les dommages graves causés à la faune et la flore de la Moselle.



le monde en marche

● Allemagne de l'EST

UNE NOUVELLE BRECHE DANS LE REGIME

La veille du Nouvel An, un magazine ouest-allemand a publié le texte d'un « manifeste » rédigé par des dissidents est-allemands qui ont ainsi annoncé la création d'une « Ligue des communistes démocratiques d'Allemagne ».

Les autorités est-allemandes ont promptement réagi : elles ont qualifié la nouvelle de « mauvaise plaisanterie de la Saint-Sylvestre ». Voilà qui traduit bien leur émoi et leur inquiétude.

Car cette « mauvaise plaisanterie » s'inscrit dans le cadre d'une offensive ininterrompue de différentes couches de la population est-allemande contre le régime social-fasciste inféodé au Kremlin. Il y a un peu plus d'un an, c'était la protestation publique de nombreux intellectuels contre l'expulsion du chanteur Wolf Biermann. C'étaient aussi les actions de gens qui luttèrent pour les droits de l'homme et revendiquaient le droit d'émigrer. Fin août, il y eut la publication par un cadre moyen de l'appareil économique, Rudolf Bahro, d'un livre où il déchirait le voile « socialiste » du régime. Le 7 octobre, lors de la fête nationale, les jeunes se battirent contre les flics, causant la mort de

quatre d'entre eux et en blessant 68 autres. Depuis, on a eu vent de grèves ouvrières, à Berlin-Est et à Karl-Marx-Stadt.

Et on comprend encore plus l'inquiétude des dirigeants est-allemands quand on lit les nombreuses vérités que contient ce nouveau manifeste.

Par exemple, ses auteurs dénoncent les « deux super-puissances impérialistes, les USA et l'URSS » et écrivent : « Le danger de guerre vient de ces deux centres impérialistes. » Ils dénoncent le « régime colonial » auquel l'URSS soumet l'Europe de l'Est. Ils caractérisent l'attitude soviétique de « chauvinisme de grande puissance en Asie et en Europe ».

Ils dénoncent l'exploitation de la classe ouvrière soviétique par une « caste parasitaire de bureaucrates qui s'approprient la plus grande part de la plus-value » et déclarent partager « l'analyse des camarades chinois sur le caractère néo-fasciste du

pouvoir soviétique ». Ils dénoncent la politique de division nationale de Honecker et consorts et rappellent la revendication de Marx en 1848, « que toute l'Allemagne soit proclamée République une et indivisible ».

Selon les informations publiées par la presse ouest-allemande, ces nouveaux dissidents seraient des cadres de l'appareil d'Etat et du parti révisionniste. Ils se seraient déjà organisés en cellules clandestines.

Certes, à côté de nombreuses vérités qu'ils proclament, ils ont aussi des illusions sur la « démocratie

parlementaire » bourgeoise, et leur sympathie pour l'Euro-révisionnisme de Carillo est nette. Mais l'essentiel, c'est qu'ils viennent d'ouvrir une nouvelle brèche dans un régime déjà pas mal fissuré et haï des larges masses populaires.

Le temps est loin où Wolf Biermann chantait :

Le pays est calme
Les gens sont encore comme
des morts
Encore.

C'était il y a dix ans à peine. Mais en Allemagne de l'est comme ailleurs, l'Histoire avance à grands pas.

● Cambodge

Visite d'ambassadeurs accrédités en Chine

Cinq ambassadeurs accrédités en République populaire de Chine ont répondu affirmativement à la sollicitation du gouvernement du Kampuchéa démocratique de se rendre au Kampuchéa.

Il s'agit de messieurs Kaj Bjork, ambassadeur de Suède, Kjeld Vilhelm Mortensen, ambassadeur du Dane-

mark, Job Lusinde, ambassadeur de Tanzanie. Il y a aussi l'ambassadeur d'Irak à Hanoi qui se joint à ce groupe d'ambassadeurs pour un voyage de deux semaines.

Les ambassadeurs se rendront principalement à Pnom Penh et Angkor Vat mais ils seront libres de voyager au Kampuchéa comme ils l'entendent.

● Inde

Des dizaines de milliers d'employés de banques ont déclenché à la fin du mois de décembre des grèves dans divers endroits du pays pour réclamer une augmentation de salaire.

900 000 employés du gouvernement de Maharashtra poursuivent depuis la mi-décembre leur grève.

Environ 50 000 ouvriers dans cinq villes de l'Uttar Pradesh se sont mis en grève le 15 décembre et environ 35 000 employés du gouvernement d'Assam ont débrayé le lendemain. A Bombay, le 17 décem-

bre, 2 500 dockers étaient en grève.

Toutes les luttes qui se sont développées récemment ont pour origine la difficulté croissante que rencontrent les ouvriers dans la vie quotidienne suite à une hausse considérable des prix.

L'indice des prix à la consommation pour les ouvriers de New Delhi (en prenant pour base l'indice 100 pour 1960) s'est élevée à 359 en juillet de cette année contre 332 en décembre de l'année précédente.

● USA

A Rockport dans l'Indiana, 400 à 500 mineurs ont attaqué à la dynamite un centre de chargement de charbon.

Les mineurs américains sont en grève depuis près d'un mois pour la syndicalisation et les salaires. Ils ne sont pas décidés à se laisser faire. Cette attaque survient au lendemain de l'assassinat d'un mineur par les flics privés des compagnies minières.

Vendredi en effet, un mineur à la retraite a été abattu, alors qu'il faisait partie

d'un piquet de grève devant une mine de Prestonburg dans le Kentucky.

Les tueurs à la solde des compagnies minières bénéficient de l'appui des flics. Cette lutte des mineurs américains, chacun peut la voir racontée au travers du film Harlan County USA. La lutte de classes est très âpre aux USA et prend une forme souvent très violente. Ces meurtres sont monnaie courante mais ils renforcent la volonté de lutte des ouvriers américains.

LISEZ, OFFREZ

« LA CHINE TELLE QUE L'ONT VUE DIX SYNDICALISTES »

réalisé par des travailleurs et travailleuses d'EDF - GDF à leur retour d'un voyage en Chine. (Prix 15 F).

En vente aux librairies : « Les Herbes sauvages » : 70, rue de Belleville, Paris 20e et « La Force du livre » 33e rue René Leynaud - 69001 Lyon. Par correspondance à E 100 24, rue Philippe de Girard, 75010-Paris.

● Zimbabwe

Dans la nuit du 28 décembre, des combattants nationalistes zimbabwé ont attaqué Shabani, ville minière de Rhodésie et pénétré dans son centre. C'est la première fois au cours des cinq dernières années, que les guerilleros ont pénétré dans la ville. Cette attaque a infligé de

lourdes pertes humaines et matérielles au régime raciste de Smith.

Par ailleurs, le Front Patriotique a publié à Maputo un communiqué de guerre déclarant qu'au cours de ce mois, les combattants de la liberté ont tué plus de 70 soldats rhodésiens.

● Paraguay

Un avocat américain influent, M. Richard Arens, publie un rapport dans lequel il dénonce le véritable génocide auquel se livre le gouvernement paraguayen contre le Indiens Guyaki. Il indique que le gouvernement soutient tacitement une campagne qui pourrait bientôt mener à la disparition des derniers membres de la tribu Guyaki.

M. Arens, qui s'est rendu au Paraguay au mois

d'août, dernier pour visiter plusieurs réserves indiennes, qualifie « d'inhumaines » les conditions de vie des Guyaki dont un nombre important a été réduit à l'esclavage.

Par ailleurs, l'avocat estime qu'en accordant une aide militaire et économique au régime du président Stroessner, les États-Unis se sont rendus coupables de « complicité » dans le « massacre des Guyaki ».



Le week-end du PCF Derrière le masque

Le discours de Marchais fut largement applaudi, son rapport repris à l'unanimité, sa conférence de presse agressive et ironique. La conférence nationale du PCF, au week-end dernier, a donné l'image d'un Marchais confiant. Q'en est-il ?

Ce que tout le monde attendait, c'est la décision du Comité central : désistement ou non pour le PS au second tour.

25 %

Marchais n'a pas prononcé le mot désistement dans son rapport ; les autres orateurs non plus. Mais, lors de sa conférence de presse, Marchais a déclaré qu'il se refusait à « vouloir régler la question du second tour avant celle du premier ». Ce qu'il cherche à obtenir du premier tour : 25 % des voix.

C'est sur la base de ce score que le PCF décidera quel type d'accord il passera (ou non) avec le PS : accord de législature pour une action commune au sein du Parlement, simple accord de désistement pour le second tour, accord de gouvernement minimal, renégociation du Programme commun... tout est possible.

Les dirigeants du PCF veulent-ils aller au pouvoir ? Oui, aucun doute n'est permis là-dessus. C'est l'objectif de toute l'activité qu'ils déploient depuis des années. Mais ils ne veulent pas y aller en état de trop grande infériorité par rapport au PS.

Aux législatives de 1958, ils avaient 15,06 % des voix ; en 1962 12,65 %, en 1967 18,79 % et en 1968 16,51 %. Comme on le voit, une certaine stagnation. La signature du Programme commun était suivie d'une avancée du PCF : 20,65 % en 1973. Mais une progression moins importante que celle du PS, qui multipliait ses voix par 3 : pour lui, les 25 % sont dépassés presque à coup sûr.

Tout le problème, pour le PCF, est là : avoir la moitié au moins de 50 % de voix nécessaires pour gouverner la France capitaliste.

DES PHRASES A NE PAS OUBLIER

Marchais s'est aussi lancé dans de grandes attaques contre le PS. Il continue de faire comme si les travailleurs découvraient aujourd'hui que le PS était un parti social-démocrate.

Retenons : « Tout se passe

comme si le PS, ne s'estimant plus "géné aux entourures", révélait jour après jour le fond de sa pensée... Quand il s'agit de prendre des engagements clairs, précis sur les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des masses populaires, quand il s'agit de donner un contenu concret au changement, alors on constate que le PS tergiverse, recule et finalement refuse les réformes nécessaires... Au moment où il lui faut vraiment choisir, le PS recule devant ce combat et penche une fois de plus vers la vieille politique de collaboration avec la grande bourgeoisie ».

C'est un pas de plus dans la dénonciation du PS. Marchais parle maintenant « du fond de la pensée du PS » qui est « la collaboration avec la grande bourgeoisie ». Il préférerait en rester, il y a quelques temps encore, aux termes : le PS a viré à droite, il faut le ramener à gauche. De même, dans sa conférence de presse, il parla de la trahison continuelle du PS.

C'est là une concession de Marchais aux divers courants « durs » par rapport au PS, qui se sont exprimés publiquement dans la presse, ces derniers temps. De cette ligne « dure » en parole, Marchais a dû tenir compte.

Toutefois, il ne fallait pas effrayer trop les militants venus au PCF après le 22e congrès et voulant l'unité à tout prix avec le PS. Cette unité à tout prix n'est pas pour l'immédiat, mais Pierre Juquin précisait que les changements intervenus dans la ligne du PCF étaient « irréversibles », précisant qu'il n'était pas question de revenir à la « dictature du prolétariat ».

Mais quand Marchais dit dans le même discours qu'il est prêt à renégocier avec ce même PS qui, « à chaque moment décisif collabore avec la bourgeoisie », nous aimerions bien savoir quel « argument » mensonger il trouvera, lors de ces renégociations, pour faire avaler la pilule aux militants de base... et faire croire que le PS sera redevenu alors, une fois de plus, un partenaire pour un gouvernement « au service des travailleurs ».

Rambouillet et Blois Barre en supervedette Egal à lui-même

Le gouvernement a mis le prix pour le lancement de la campagne électorale, ce week-end. Tout le gouvernement, secrétaires d'Etat compris, réuni à Rambouillet sous la haute présidence du président. Discours de Barre à Blois, devant 7 000 personnes convoquées, transportées logées et nourries afin de donner un caractère « populaire » à la cérémonie.

Barre est arrivé du fond du chapiteau, il a serré des mains, puis a fait son discours.

tains points contenus dans ces 30 promesses.

LE BUT

Le livre de Giscard d'Estaing « Démocratie française » n'avait eu aucun succès. Ramassis d'idées générales sur la liberté, le libéralisme, la démocratie, il n'avait intéressé personne et pour cause !

A plusieurs reprises, Giscard et Barre avaient alors annoncé un programme détaillé de mesures concrètes. C'est un peu le programme commun de gouvernement du gouvernement.

Comme tout programme électoral bourgeois, c'est donc avant tout un ramassis de promesses permettant de satisfaire : les jeunes et les vieux, les ouvriers et les patrons, les hommes et les femmes, les écologistes et les petites entreprises. Barre nous promet de faire demain ce qu'il n'a pas fait hier. Mais il est toutefois intéressant de soulever cer-

L'AUSTÉRITÉ DU PATRON

Même si Barre s'est montré plus discret sur le terme, sa politique reste celle de l'austérité. On nous parle aujourd'hui plutôt « d'assurer un développement harmonieux de l'économie française, dans une croissance aussi forte que possible, compatible avec le rétablissement des équilibres extérieurs ».

Pour le patronat, dont Barre représente les intérêts, cela voudra dire : « liberté d'entreprise et liberté des prix ». Il a aussi promis aux patrons de ne pas augmenter les « cotisations » qu'ils versent, une exonération de 50 % pour certaines petites et moyennes entreprises, qui emploieront des jeunes, le plafonnement des impôts des sociétés et de la TVA, le financement de entreprises nouvelles sera facilité, l'exonération d'impôt pendant trois mois pour



Les 7 000 personnes, invitées par le gouvernement pour venir applaudir Barre, criaient régulièrement au milieu des applaudissements : « Giscard, Giscard, le président au-dessus des partis, au-dessus de la mêlée, le grand rassembleur de tous les Français, le prophète du capitalisme... »

les nouvelles entreprises. Comme on le voit, Ceyrac peut applaudir des deux mains. Voilà ce que voudraient dire une fois de plus « austérité » et « stabilité maintenue » pour les capitalistes.

...L'AUSTÉRITÉ DU TRAVAILLEUR

Quant aux travailleurs, ils ont eu droit à un grand discours sur « l'effort » : « Je ne vous ai jamais caché la vérité, je ne vous ai jamais rien promis qui fut illusoire, ne vous ai jamais dissimulé que, dans le monde implacable où nous vivons, il n'y a pas d'autre loi que celle de l'effort. Je vous demande aujourd'hui de garder l'espoir ».

L'EMPLOI ET LA SÉCURITÉ ?

Problème crucial pour les travailleurs aujourd'hui, l'emploi.

Barre prévoit deux mesures. La première est la formation rémunérée dans la pratique. Elle permet de faire travailler des jeunes à très bas prix et de dégrossir ainsi artificiellement le nombre des chômeurs sur le papier. Cela ne correspond à aucune création d'emploi.

La seconde est de développer le travail partiel (10 000 emplois partiels nouveaux par an pendant cinq ans). C'est encore une manière cynique pour le patronat d'utiliser la main d'œuvre qu'il veut, quand il veut. Cela ne résout pas non plus le problème de l'emploi.

Autre série de mesures à relever : celles concernant « la sécurité des Français ». On nous annonce 10 000 policiers de plus en cinq ans (comme on le voit : tout augmente). A nos yeux, la police comme chaque travailleur a pu en faire l'expérience, a pour rôle de briser la lutte et les grèves, de réprimer les manifestations et d'expulser les travailleurs immigrés, sous prétexte, bien sûr, d'assurer « l'ordre » et « la sécurité ».

L'ensemble du programme de Barre, que nous ne pouvons commenter en entier, est donc composé de deux types de promesses : celles que Barre tiendra (aide aux patrons, augmentations des flics, austérité) et celles qu'il ne tiendra pas (toutes les mesures sociales destinées à attirer les électeurs).

Le week-end du PS sur la défense nationale

Pris dans ses contradictions

Le PS s'est montré pris dans un embroglio de contradictions diverses, au cours de sa conférence nationale du week-end dernier sur la Défense nationale. La motion finale reprend l'essentiel des positions du courant majoritaire (Mitterrand) tel que nous l'avions présenté dans notre dernière édition de la semaine dernière. Il y eut toutefois quelques amendements dangereux.

Sur la question de la maintenance ou non de l'arme nucléaire française, le courant majoritaire est favorable à son maintien, tant que les autres puissances impérialistes, surtout les USA et l'URSS, la possèdent.

Une opposition pacifiste proposa amendement sur amendement à cette proposition. Ces pacifistes voudraient nier l'existence de l'armement atomique des autres pays, surtout celui énorme des deux superpuissances, USA et URSS.

Le principe de la maintenance de l'arme nucléaire reste acquis par le PS, mais le courant pacifiste fit accepter trois amendements : mesures concrètes de désarmement et offensive diplomatique dans ce sens par un gouvernement de gauche ; durée limitée à 5 ans pour la maintenance de l'arme atomique, par un gouvernement de gauche ; condamnation de la prolifération des armes au nom d'un désarmement général.

Sur la question aussi des alliances « militaires » françai-

ses, le CERES (fraction minoritaire) a déposé un amendement exigeant qu'un gouvernement de gauche prenne ses distances par rapport aux USA et à l'Alliance atlantique. Le fait que le CERES ait négligé de parler du danger soviétique enlève toute valeur à ses belles paroles sur l'indépendance nationale. Cet amendement fut refusé.

Les deux courants opposés ont en commun une dangereuse tendance à négliger l'existence de l'URSS, superpuissance agressive et impérialiste. La motion majoritaire rappelle par contre : « Les socialistes n'acceptent pas ce qu'on appelle le condominium des Etats-Unis et de l'URSS. Le partage du monde en deux blocs (...) ne répond plus aux réalités actuelles ».

**POUR CORRESPONDRE
AVEC LE JOURNAL
TELEPHONEZ AU
202 18 29**



Communiqué

A partir du lundi 16 janvier, le journal, revenant à huit pages, le nouveau prix de l'exemplaire passant à 1,70 F, un nouveau tarif rentrera en vigueur pour les abonnements intérieurs et extérieurs. Pour ces nouveaux tarifs, un prix spécial a été calculé pour tous les abonnements nouveaux pris entre le 16/1/78 et mars 78.

Pour les anciens abonnements qui se terminent pendant cette période ou après, il a été tenu compte des nouveaux tarifs du journal et des frais d'expédition correspondants (notamment par avion pour l'extérieur et pli fermé en France).

Les abonnements, pris sur la base de 1 F, se trouveront donc automatiquement raccourcis d'un certain nombre de numéros, mais, comme par le passé, tous les abonnés recevront, une dizaine de jours avant la fin de leur abonnement, un rappel de fin d'abonnement et, sur la dernière bande de leur abonnement, l'avis du dernier numéro. Profitons de la campagne sur les législatures pour abonner de nouveaux lecteurs, ou pour inciter les masses à s'abonner à la presse marxiste-léniniste.

L'administration de l'Humanité rouge

● Brest

Ecole d'éducateurs occupée depuis le 13 décembre

Le mercredi 4 janvier 1978, les éducateurs en formation «voie directe» ont reconduit, jusqu'au 10 janvier (minimum), date de la réunion de la commission des bourses, la grève avec occupation des locaux, comme ils le font depuis le 13 décembre 1977. Ils sont décidés à lutter jusqu'à l'obtention de leurs revendications :

- Obtention immédiate d'une couverture financière pour tous (bourse de promotion sociale pour tous les ayants droit et bourse 4/4 pour les autres),
- Droit syndical à l'école et sur les lieux de stage
- Validation de l'année en cours et paiement des journées de grève

- Suppression des contrats Barre et contrats de formation
- Convention nationale de stage
- Statut unique du travailleur social en formation.

Les éducateurs en lutte ont su s'organiser en unissant dans l'action syndiqués et non-syndiqués dans un comité de grève.

Pour leurs explications dans les établissements du département et avec l'aide, dès le départ, du secteur de Brest CFDT-Santé et Servi-

ces sociaux, ils ont su mobiliser les professionnels des centres pour les soutenir : soutien financier, de l'action, participation à l'occupation et participation de 150 professionnels du secteur de Brest à un meeting de soutien (fin novembre), ce qui ne s'était encore jamais vu à Brest, sur ce problème.

Actuellement, la préfecture a lâché 5 bourses pour le Finistère : seule l'action a permis cela. Cependant, les éducateurs en lutte pensent que ce ne sont que des miettes et aussi sont-ils décidés à continuer l'action jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Un lecteur

● Rochefort

Occupation d'un CES

Vendredi 6 à midi, une quarantaine de parents d'élèves ont occupé le collège Grimeaux de Rochefort pour dénoncer, le manque de sécurité dans l'établissement. Ce CES, du même type que le CES Pailleron, accueille 850 enfants. Depuis le 15 décembre dernier, les professeurs refusent de donner leurs cours dans les étages, utilisant comme salles de classe, les couloirs, le réfectoire et les préaux. Un peu partout, donc, des parents et des professeurs passent à l'action contre les CES-brasiers.

● Paris 13e

COMMUNIQUE

Menaces d'expulsion !

Deux occupants d'un logement du 85-87, avenue d'Ivry sont assignés en Référé mardi 10 janvier à 9 h 30 au tribunal d'Instance du 13e, rue Philippe de Champagne. Comme les nombreux autres occupants de l'immeuble, ils demandent le maintien du 85-87 et des engagements de location contre paiement d'un loyer. Le logement français, société anonyme d'HLM, propriétaire de l'immeuble qui feint d'ignorer cette double requête demande l'expulsion des occupants, en s'appuyant sur une version erronée de la situation et en prétendant que l'occupation paralyse la réalisation de logements «sociaux».

Entre autre, elle annonce que les conditions d'habitabilité ne sont plus remplies alors qu'avec son accord, une retraitée de 1976 réside toujours au 85.

Dés aujourd'hui, les occupants constituent un dossier prouvant le caractère mensonger de cette affirmation. Quant au côté «social» de l'opération, les habitants de la ZAC Baubricourt à l'état d'abandon, depuis quatre ans, n'en sont pas du tout convaincus ! Il est évident que le maintien de l'immeuble n'interdit nullement la construction de HLM sur une ZAC où près de 1 200 logements sont prévus, et surtout pour quoi démolir un immeuble

● ETS Panaget-Le Roc St André Morbihan

2e semaine de grève totale

Les établissements Panaget sont installés depuis sept ans au Roc-St-André, près de Ploermel et y fabriquent des panneaux de Novopan.

Il y a 120 employés dont 100 ouvriers qui travaillent pour la plupart à la chaîne en 3 X 8 pour des salaires de misère allant de 1 700 F à 2 000 F nets.

Les ouvriers de Panaget syndiqués à 80 % depuis trois ans à la CFDT, ont présenté une série de revendications au mois de septembre et depuis ce temps, la direction n'a rien voulu entendre, les débrayages se sont succédés et le 23 décembre, les ouvriers déclaraient la grève générale.

Leurs revendications : prime de 120 F accordée aux «travailleurs manuels», augmentations des salaires : 0,80 F de l'heure pour tous en janvier, intégration de l'ancienne prime de rainage, prime de panier incluse dans le salaire des ouvriers d'entretien, prime d'assiduité de 120 F en février et indemnités de transports.

Un piquet de grève veille jour et nuit depuis le 23 décembre ; après chaque négociation, (qui pour le moment n'ont rien donné), les ouvriers décident tous ensemble de reconduire la grève.

Les perspectives : continuer la grève jusqu'à l'obtention des revendications et développer la solidarité.

Dans cette région, fortement rurale, la grève des ouvriers de Panaget reçoit un écho très favorable, surtout chez les paysans qui n'ont pas hésité à venir à une cinquantaine aux côtés des ou-

vriers pour barrer la nationale Rennes-Vannes. La solidarité financière doit-elle aussi se développer car pour les familles une grève comme celle-ci c'est dur. Dans ce cadre, ils organisent un fest-noz samedi 7 janvier à la Chapelle-Caro.

Face à ce patron de choc qui insulte des responsables syndicaux et ne propose que

0,10 F de l'heure d'augmentation alors qu'il dit pouvoir payer plus, les ouvriers, 85 environ, se serrent les coudes et font front tous ensemble.

Soutenons leur lutte et développons le soutien sur la région.

Correspondant HR après discussion avec les ouvriers.

● SNCF-Dijon

Une lutte sabotée

Le problème des diminutions de postes est un problème important à la SNCF.

Ainsi, sur la région de Dijon, il y a eu 800 emplois supprimés en cinq ans. Pour les cheminots, cela se traduit par une aggravation des conditions de travail, détérioration du déroulement de carrière, mutation. De plus, se développe l'emploi d'auxiliaires et contractuels qui peuvent être facilement licenciés. Et, bien sûr, la diminution massive du nombre de cheminots contribue à l'aggravation du chômage. A l'exploitation (agents de gare) deux grèves locales ont eu lieu en août et septembre sur ces problèmes de suppressions de postes, conditions de travail, reclas-

- Ils voient qu'ils ne peuvent plus avoir la direction de l'action et qu'à chaque action grandit le courant de syndicalisme de lutte de classe.

Ils répandent depuis des années les idées défaitistes qu'il ne faut surtout pas faire grève dans les périodes de fort trafic car ce serait impopulaire. A les suivre, il ne faudrait faire d'action que si elles ne bloquent rien ni personne.

Convoqués à une inter-syndicale par la CFDT, les responsables CGT, CFTC et FO se montrent étonnés qu'il y ait des revendications pouvant susciter une grève, très mécontents que les militants de l'ensemble des syndicats de la gare de

sent la proposition d'appeler à une assemblée générale à Dijon-Ville. Aussi la CFDT appelle seule à l'assemblée générale à Dijon-Ville.

Celle-ci montre le désir de lutte, mais aussi que la situation n'est pas encore mûre et qu'il y a eu un manque de préparation pour un appel à la grève de la CFDT seule. Mais les dirigeants CGT qui «n'avaient pas le temps» de faire quoi que ce soit trouvent le temps de sortir un tract pour expliquer que «malgré les bruits que font courir certains», la CGT était «partie prenante d'une action de masse efficace et responsable» mais surtout pas pour l'instant car les «conditions

LA TACTIQUE DE SEGUY



L'ACTION DES CHEMINOTS



sements de postes.

Elles ont permis quelques acquis. Cependant, de nombreuses revendications demeurent là-dessus et pour la titularisation des contractuels et auxiliaires au Sernam (service de messagerie de la SNCF).

La section CFDT proposait, depuis plusieurs mois une action au moment des fêtes de fin d'année où il y a beaucoup de boulot, cette forme d'action étant populaire chez les cheminots.

Seulement, voilà les responsables CGT et les vieux jaunes CFTC et FO qui avaient été entraînés malgré leur mauvaise volonté dans l'action cet été et ne voulaient surtout pas recommencer maintenant. Pour quoi ?

Dijon-Porteneuve aient pris l'initiative de convoquer une assemblée générale sans autorisation des bonzes, surtout bien décidés à ne rien faire.

Le lendemain, 13 décembre, l'AG de Porteneuve montre cette volonté d'action exprimée par les adhérents et militants de tous les syndicats. Mais les responsables CGT, FO, CFTC unis dans une sainte alliance refusent la proposition de la CFDT de poser un préavis de grève immédiatement, car «ils n'ont pas consulté leurs adhérents de la gare de Dijon-ville» puis, ils refusent la proposition d'organiser des tournées intersyndicales pour consulter tous les travailleurs car «ils n'ont pas le temps», puis ils refu-

ne sont pas réunies».

Mécontents d'avoir été critiqués dans le bulletin de cellule du PCMLF, les responsables CGT sortent un tract intitulé «A nos camarades de la CFDT» dénonçant le fait qu'un tract de la section CFDT «ressemble étrangement à certains écrits tendancieux envers la CGT», (ce qui les gêne est que la vérité soit dite publiquement). Ce tract CGT est en fait un appel à la chasse aux sorcières dans la CFDT présentant la section de Dijon-Ville comme le seul obstacle à la bonne entente intersyndicale régnant partout. Premier résultat de ce refus de la lutte : un contractuel licencié au premier janvier.